

[Texte]

Colonel John Annand, Chief of Staff of the United Nations Iran-Iraq military observer group in the late 1980s, recalled that he sent regular situation reports to UN headquarters but never got anything back, so he didn't have a clue what was happening out there. General Lewis MacKenzie has made similar complaints recently. Control, communications between headquarters and the field, and the financing of missions remain a problem.

Two other major Middle East peacekeeping operations were approved in the five years after the launching of UNEF II in 1973, but there was then another lull in peacekeeping activity, and no new operations were mounted between 1978 and 1987. Ever since then, peacekeeping has been breaking out all over, spurred especially by the ending of the Cold War. There have been as many missions in the last four years as there were in all the years from the late 1940s to the late 1980s. Moreover, peacekeeping has been pushing well beyond accepted roles and definitions; thus, humanitarian assistance in Somalia, refugee relief in the former Yugoslavia, the development of democratic institutions in Cambodia, the monitoring of human rights in Central America.

The Secretary of State for External Affairs spoke in December 1981 in Toronto about peacekeepers becoming, in her words, "quite intrusive nation builders". The concept of preventive peacekeeping, the use of peacekeepers before conflict occurs, is also making its way into the debate, as we see from recent testimony to the Standing Committee on External Affairs and International Trade and the UN Secretary General's *An Agenda for Peace*.

• 1545

That briefly is some of the background. Even more briefly I would like to extract some themes from the Canadian experience of peacekeeping. First of all, peacekeeping comes naturally, or so we like to think, to Canadians. We grandly claim that it is our invention, and frequently say that Canadians are pre-eminent in the field because we are a good moral, disinterested people, skilled at negotiation and mediation. There is something in that, but it ought not to be overdone. It was perhaps easier before all our constitutional troubles to assert that no one knew better than Canadians how to compromise and get along.

Secondly, peacekeeping serves the aim of national policy. Canadians benefit from a stable world. Peacekeeping is seen as an independent, distinctively Canadian activity, and our internationalism as an antidote to too much continentalism.

[Traduction]

Le colonel John Annand, chef d'État-major du Groupe d'observation militaire des Nations Unies en Iran et Irak à la fin des années 1980, a fait remarquer qu'il envoyait régulièrement des rapports sur la situation au siège des Nations Unies, sans jamais obtenir de réponse, de sorte qu'il ne savait absolument pas ce qui se passait là-bas. Le général Lewis MacKenzie a formulé les mêmes plaintes récemment. Le contrôle, les communications entre le siège social et les forces sur place et le financement des missions demeurent problématiques.

Dans les cinq années qui ont suivi la création de la FUNU II en 1973, les Nations Unies ont approuvé deux autres importantes opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient, mais il y a eu une autre suspension des activités de maintien de la paix, et aucune opération n'a été menée entre 1978 et 1987. Cependant, les missions de maintien de la paix se sont multipliées depuis, surtout avec la fin de la Guerre froide. En effet, les Nations Unies ont mené autant de missions de maintien de la paix au cours des quatre dernières années que dans toute la période allant de la fin des années 1940 à la fin des années 1980. Qui plus est, les missions sont allées bien au-delà des rôles et des définitions acceptés; on a eu l'aide humanitaire en Somalie, l'aide aux réfugiés en ex-Yougoslavie, la démocratisation des institutions au Cambodge et la surveillance de la façon dont sont respectés les droits de la personne en Amérique centrale.

Dans un discours prononcé à Toronto en décembre 1981, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a parlé des soldats de la paix qui, et je cite, s'imposaient de plus en plus dans les pays. On commence à parler des opérations préventives de maintien de la paix, c'est-à-dire du recours aux soldats de la paix avant le déclenchement d'un conflit. On a récemment entendu des témoignages à ce sujet devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur, et d'autres figurent dans l'*Agenda pour la paix* du secrétaire général des Nations Unies.

Voilà brièvement le contexte dans lequel se situent les opérations de maintien de la paix. Plus brièvement encore, j'aimerais faire ressortir certains faits saillants de l'expérience canadienne dans le domaine du maintien de la paix. Premièrement, nous aimerions croire que la participation aux opérations de maintien de la paix est tout à fait naturelle pour les Canadiens. Nous réclamons avec fierté la paternité de cette invention, et nous affirmons fréquemment que si les Canadiens jouent un rôle prédominant dans ce domaine, c'est qu'ils sont bons, désintéressés, et habiles dans les négociations et la médiation. S'il y a du vrai dans tout cela, il ne faudrait cependant pas exagérer. Il était sans doute plus facile de soutenir que personne ne savait s'entendre ni en arriver à des compromis comme les Canadiens avant nos derniers déboires constitutionnels.

Deuxièmement, le maintien de la paix sert la politique nationale. Un monde stable est favorable au Canada. On considère les opérations de maintien de la paix comme une activité indépendante, tout à fait canadienne et notre